

## Guinée-Bissau : la junte sous pression cède aux exigences de la Cedeao

@rib News, 28/04/2012 - Source AFPA 48 heures de l'expiration d'un ultimatum des chefs d'Etat ouest-africains, la junte, qui a pris le pouvoir en Guinée-Bissau, a accepté vendredi les exigences de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), sur la durée de la transition, l'envoi d'une force militaire et la libération des dirigeants incarcérés. Le président intérimaire renversé Raimundo Pereira et l'ex-Premier ministre Carlos Gomes Junior arrivés au moment du putsch du 12 avril et détenus depuis, sont arrivés dans la soirée à Abidjan.

Selon des sources à Bissau, les deux hommes étaient accompagnés par une délégation de la CEDEAO qui s'était rendue plus tôt dans la capitale bissau-guinéenne. Pendant plusieurs heures, la délégation, composée de plusieurs chefs d'Etat-major de la région, s'était entretenue à huis clos à l'aéroport de Bissau avec leur homologue Antonio Indjai, resté invisible depuis le putsch mais ouvertement soupçonné par l'ancien pouvoir d'en avoir été le cerveau. A l'issue de la rencontre, le porte-parole de la junte le lieutenant Naba Na Walna a annoncé un accord sur une transition de douze mois, au lieu des deux ans initialement prévus, ainsi que le déploiement d'une force militaire ouest-africaine, qui devrait compter entre 500 et 600 hommes. Jeudi, les chefs d'Etat de la CEDEAO avaient donné 72 heures à la junte pour se plier à leurs décisions en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel, faute de quoi seraient imposées des sanctions individuelles mais aussi diplomatiques et économiques contre la Guinée-Bissau.

« Nous avons aussi nous faire entendre de la CEDEAO qui envoyer dès demain (samedi) une équipe technique pour mettre la dernière main aux modalités pratiques du déploiement de la force régionale », a déclaré le lieutenant-colonel Na Walna au cours d'une conférence de presse. Également assuré que le « retour du pouvoir aux civils était en bonne voie » car, a-t-il dit, « la place des militaires dans les casernes ». Le futur gouvernement de transition « sera un gouvernement de technocrates et de personnalités neutres qui auront pour mission de gérer la transition pour douze mois », a-t-il ajouté. Selon lui, les discussions avec la délégation ouest-africaine ont aussi porté sur « la mise en place d'un mécanisme de contrôle et de combat au narcotrafic » qui, a-t-il dit, est une « préoccupation des chefs d'Etat ». Minée par une instabilité chronique, la Guinée-Bissau est devenue ces dernières années la plaque-tournante du trafic de cocaïne entre Amérique du Sud et Europe, avec la complicité souvent dénoncée de la haute hiérarchie militaire et de certains responsables politiques. Le coup d'Etat du 12 avril était intervenu entre les deux tours de l'élection présidentielle, dont l'ex-chef de gouvernement Gomes Junior était le grand favori. Le deuxième tour était prévu le 29 avril, mais les opposants avaient décidé de le boycotter, invoquant des « fraudes massives ». Pendant dix jours, les putschistes et partis de l'ex-opposition ont tenté d'imposer une solution de transition, faisant la part belle aux anciens opposants. Ils avaient dû reculer face aux condamnations unanimes de la communauté internationale et les menaces de sanctions de l'Union africaine, de l'Union européenne et des Nations Unies. Selon les conclusions du sommet de la CEDEAO, un contingent de « cinq cents à six cents hommes », fournis par au moins quatre pays (Nigeria, Togo, Côte d'Ivoire et Sénégal), devrait être rapidement déployé en Guinée-Bissau. L'objectif est de faciliter le retrait de la mission militaire angolaise présente depuis 2011 et contestée par l'Etat-major bissau-guinéen, et d'« assister la sécurisation du processus de transition » qui doit s'achever par des élections dans un an.